

Éléments de correction du TG n°9 (EC Pondichery 2014)

Vous montrerez que l'UEM renforce les interdépendances entre les politiques conjoncturelles des Etats membres.

1. Analyse du sujet

- « montrerez » = sujet analytique où il faut exposer des mécanismes et non débattre.
- « UEM » = zone euro à 18 Etats membres
- « Politiques conjoncturelles » = politiques budgétaires et monétaires de relance et de rigueur qui visent à réguler les fluctuations économiques des pays de la zone (taux de croissance du PIB, taux d'inflation, taux de chômage, déficit public/PIB, solde du commerce extérieur)
- « Renforce les interdépendances » : accroît la synchronisation et la transmission des conjonctures via les flux intra zones de marchandises et capitaux pour le pire comme pour le meilleur, c'est-à-dire dans l'expansion comme dans la récession, en théorie et en pratique.

2. Connaissances et mécanismes du cours

- € = politique monétaire unique et donc uniforme, les 18 Etats membres n'ont plus de politique monétaire autonome, on est donc au-delà de l'interdépendance (fusion/intégration monétaire totale).
- BCE construite (statuts) sur le modèle du DM d'où priorité à la stabilité des prix (lutte contre l'inflation avec cible à 2%) souvent au détriment de la croissance et de l'emploi.
- Critères de convergence (1992) devenus PSC (1997) imposent un contrôle des déficits et dettes publics (3% et 60% du PIB) des Etats membres, d'où neutralisation des politiques budgétaires nationales des Etats-membres = convergence vers des politiques budgétaires pro cycliques de stabilité (effets récessifs voire déflationnistes)
- Indigence du budget européen (1% du PIB de la zone euro) = presque pas de politique budgétaire commune possible (moyens dérisoires ne permettant pas d'envisager des effets sur la conjoncture de la zone ou la convergence économique des Etats-membres).
- Cercle vicieux des politiques budgétaires dites de stabilisation (de rigueur) menées par tous les pays de l'euro depuis 2010-2011 pour respecter le PSC (sous la pression des « attaques » des marchés financiers (hausse taux d'intérêt) qui financent les dettes souveraines car statuts de la BCE lui interdisent de le faire directement ou aux pays de la zone d'être budgétairement solidaires) pour ramener déficits et dettes publics en dessous des 3 et 60% => effet pro cyclique démultiplié par la synchronisation qui empêche la reprise, ramène la récession, entraîne la désinflation (spectre de la déflation/dépression) et ralentit la baisse des déficits (cercle vicieux : pol budg de rigueur => ralentissement croissance PIB, automatiquement ralentissement des rentrées fiscales et essor des dépenses comme indemnisation chômage ou minima sociaux => déficit public)

3. Etude des documents

Document 1 : UEM mal « *armée pour gérer une crise majeure* » : pol mo BCE trop tournée vers l'obsession de la stabilité des prix, PSC impose une « *culture de stabilité des finances publiques aux pays* ». En théorie « *pour empêcher que la situation budgétaire d'un Etat entraîne une fragilisation de l'ensemble de la zone monétaire en diffusant des pressions inflationnistes [...] et une perte de valeur externe de l'€* », en pratique neutralisation pol budg de la plupart des Etats membres (ceux dont le déficit pub/PIB \geq 3% CF. **Doc3**)

Document 2 : Avantages théoriques attendus par l'adoption d'une monnaie unique : suppression des coûts et risques du change, essor des échanges entre pays membres (hausse poids du commerce intra zone, ce qui favorise la transmission des fluctuations d'une économie à l'autre = interdépendance commerciale) = synchronisation des conjonctures, cette convergence des conjonctures était la condition pour entrer dans l'€ (critères de convergence de Maastricht).

Document 3 : Avant la crise en 2008, Danemark, Allemagne, Italie respectaient le PSC ; la France en était proche (-3.3%), l'Espagne étant le plus « mauvais élève » de la liste (-4.5%). Mais avec la crise de 2009 et les politiques budgétaires de relance (2009-2010) du G20, seul le Danemark respectait le PSC. Cela a donné lieu dès 2010 à un

arrêt coordonné des politiques budgétaires nationales de relance et à leur inversion en politiques dites de stabilisation, en fait de rigueur. Tous les pays ont drastiquement réduit leur déficit sauf l'Espagne, où la récession est plus forte que pour d'autres pays de la zone (idem Grèce, Portugal et Irlande).

PLAN 1

I) De la théorie à la réalité de l'interdépendance monétaire

A) En théorie

§1 : La monnaie unique doit permettre d'accroître l'intégration économique donc des interdépendances vertueuses (doc2 + cours)

§2 : Les critères de convergence pour entrer dans l'€ : convergence vertueuse des taux d'inflation et des comptes publics (doc1 + cours)

B) En pratique

§3 : Statuts de la BCE : La priorité de la stabilité des prix : convergence récessive (doc1 + cours)

§4 : L'unicité et donc l'uniformité de la politique monétaire sont source de divergences de conjoncture (différentiels d'inflation et donc de compétitivité nationale) (cours)

II) De la théorie à la réalité de l'interdépendance budgétaire

A) En théorie

§5 : Un budget commun permettrait une redistribution propice à la convergence des pays membres (cours)

§6 : Le PSC doit garantir une convergence vertueuse des conjonctures (inflation et croissance) (doc1 + cours)

B) En pratique

§7 : Le budget européen est trop indigent pour avoir une action contra cyclique et de convergence vertueuse (cours)

§8 : Le PSC neutralise les politiques budgétaires nationales (cours + doc3)

PLAN 2

I) En théorie

A) L'interdépendance monétaire

§1 : La monnaie unique doit permettre d'accroître l'intégration économique donc les interdépendances vertueuses (doc2 + cours)

§2 : Les critères de convergence pour entrer dans l'€ : convergence des taux d'inflation et des comptes publics (doc1 + cours)

B) L'interdépendance budgétaire

§5 : Un budget commun permettrait une redistribution propice à la convergence des pays membres (cours)

§6 : Le PSC doit garantir une convergence vertueuse des conjonctures (inflation et croissance) (doc1 + cours)

II) En pratique

A) L'interdépendance monétaire

§3 : Statuts de la BCE : La priorité de la stabilité des prix : convergence récessive (doc1 + cours)

§4 : L'unicité et donc l'uniformité de la politique monétaire sont source de divergences de conjoncture (différentiels d'inflation et donc de compétitivité nationale) (cours)

B) L'interdépendance budgétaire

§7 : Le budget européen est trop indigent pour avoir une action contra cyclique et de convergence (cours)

§8 : Le PSC neutralise les politiques budgétaires nationales (cours + doc3)